

Bureau des relations avec les collectivités  
territoriales

Arrêté préfectoral prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique  
préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire

Projet d'acquisition de terrains non actuellement maîtrisés  
pour constituer la réserve foncière nécessaire à l'opération d'aménagement  
du secteur de la rue Jean Catelas à Aulnoye-Aymeries

Le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord  
préfet de la région Hauts-de-France  
préfet du Nord

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret du 30 juin 2021 nommant M. Georges-François LECLERC, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Mme Corinne SIMON, sous-préfète d'Avesnes-sur-Helpe ;

Vu la convention opérationnelle signée le 19 février 2016 entre la commune d'Aulnoye-Aymeries et l'établissement public foncier Nord – Pas de Calais relative à l'opération d'aménagement du secteur de la rue Jean Catelas à Aulnoye-Aymeries et son avenant n° 1 du 22 février 2021 portant sur la prolongation de la durée de portage, les modalités des travaux, les modalités de cession et le budget prévisionnel de l'opération ;

Vu la délibération du 10 octobre 2022 par laquelle le conseil municipal d'Aulnoye-Aymeries décide d'engager, au profit de l'établissement public foncier des Hauts-de-France, la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue d'acquérir les terrains non actuellement maîtrisés pour constituer la réserve foncière nécessaire à la mise en œuvre de l'aménagement du secteur de la rue Jean Catelas à Aulnoye-Aymeries, et de solliciter du préfet du Nord l'ouverture d'une enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 février 2023 portant homologation de la convention cadre action cœur de ville en convention d'opération de revitalisation de territoire multisite de la ville de Maubeuge intégrant les communes de Jeumont et d'Aulnoye-Aymeries ;

Vu les dossiers établis relatifs à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et à l'enquête parcellaire, constitués en application des articles R 112-5 et R 131-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établie pour le département du Nord au titre de l'année 2023 ;

Vu la décision n° E23000071/59 du 31 mai 2023 par laquelle le président du tribunal administratif de Lille a procédé à la désignation du commissaire enquêteur ;

Considérant les avis des services de l'État saisis dans le cadre de la consultation inter-administrative ;

Considérant que le commissaire enquêteur a été consulté sur les modalités de déroulement de l'enquête ;

Sur proposition de Mme la sous-préfète d'Avesnes-sur-Helpe ;

#### ARRETE

Article 1 : Le projet d'acquisition de terrains non actuellement maîtrisés pour constituer la réserve foncière nécessaire à l'opération d'aménagement du secteur de la rue Jean Catelas à Aulnoye-Aymeries sera soumis, dans les formes prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, aux formalités d'une enquête publique unique.

L'objectif de ce projet est de valoriser l'entrée sud de la commune en démolissant les logements dégradés et de réaliser une opération de densification en coeur d'îlot.

L'enquête se déroulera pendant 15 jours consécutifs en mairie d'Aulnoye-Aymeries du lundi 26 juin 2023 au lundi 10 juillet 2023 inclus. Elle portera sur :

- l'utilité publique du projet,
- l'état et le plan parcellaire nécessaires à la réalisation du projet.

Article 2 : le commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Lille pour conduire l'enquête est M. Christian LEBON, chef de service comptable à la direction régionale des douanes de Lille en retraite.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie d'Aulnoye-Aymeries, sise Place du Docteur Guersant à Aulnoye-Aymeries, aux jours et heures ci-dessous :

- le lundi 26 juin 2023 de 9 H 30 à 12 H 30
- le mardi 4 juillet 2023 de 10 H à 13 H
- le lundi 10 juillet 2023 de 14 H à 17 H

Article 3 : Par décision motivée, le commissaire enquêteur pourra, après information au préfet du Nord, prolonger l'enquête pour une durée maximale de 15 jours.

Article 4 : L'avis d'enquête sera publié huit jours au moins avant le début de celle-ci et pendant toute sa durée par voie d'affichage et, éventuellement, par tout autre procédé à la diligence :

- de madame la directrice générale de l'établissement public foncier des Hauts-de-France dans ses locaux situés 594, avenue Willy Brandt à Lille,
- de monsieur le maire d'Aulnoye-Aymeries, par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés en usage dans cette commune.

L'accomplissement de ces mesures de publicité sera constaté par un certificat daté et signé de la directrice générale de l'établissement public foncier des Hauts-de-France, du maire d'Aulnoye-Aymeries ou de leurs représentants respectifs.

Cet avis sera également publié par mes soins, huit jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Article 5 : Un exemplaire du dossier d'enquête unique et deux registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, seront disponibles dans les locaux de la mairie d'Aulnoye-Aymeries.

Le public pourra prendre connaissance des caractéristiques du projet et éventuellement consigner ses

observations et propositions sur les registres d'enquête ouverts à cet effet, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie d'Aulnoye-Aymeries.

Les observations et propositions pourront également être adressées, pendant toute la durée de l'enquête, par écrit au commissaire enquêteur en mairie d'Aulnoye-Aymeries, lequel les visera et les annexera au registre d'enquête.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès de la sous-préfecture d'Avesnes-sur-Helpe, bureau des relations avec les collectivités territoriales, située 1, rue Claude Erignac à Avesnes-sur-Helpe.

Article 6 : Toutes informations sur ce projet peuvent être obtenues auprès de la commune d'Aulnoye-Aymeries (Place du Docteur Guersant – 59620 Aulnoye-Aymeries – contact : M. Fabien THURETTE, directeur général des services – tél. 03 27 53 63 73).

Article 7 : Préalablement à l'ouverture de l'enquête parcellaire, la notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie sera faite par l'établissement public foncier des Hauts-de-France, par lettre recommandée avec accusé de réception, aux propriétaires figurant sur la liste établie conformément à l'article R131-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics.

En cas de domicile inconnu, la notification sera faite en double copie au maire qui en fera afficher une et, le cas échéant, aux locataires et preneurs à bail rural. Les pièces justificatives des notifications seront jointes au dossier.

Les propriétaires auxquels notification aura été faite seront tenus de fournir les indications relatives à leur identité ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

Article 8 : A l'expiration du délai d'enquête, le registre public préalable à la déclaration d'utilité publique sera clos et signé par le commissaire enquêteur. Le registre d'enquête parcellaire sera clos et signé par le maire et transmis avec le dossier d'enquête, au commissaire enquêteur dans les vingt-quatre heures.

Le commissaire enquêteur établira un rapport unique relatant le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies pour l'ensemble des volets de l'enquête. Il consignera, dans des documents séparés, au titre de chacune des enquêtes initialement requises, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables avec réserves ou défavorables au projet.

Pour l'enquête parcellaire, il donnera son avis sur l'emprise du projet et dressera le procès verbal de l'opération.

Il transmettra au préfet du Nord, dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, l'ensemble du dossier déposé au siège de l'enquête accompagné des registres et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif de Lille.

Article 9 : Dès réception, les copies du rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront adressées par le préfet du Nord, à la directrice générale de l'établissement public foncier des Hauts-de-France et au maire d'Aulnoye-Aymeries.

Ces documents seront tenus à la disposition du public dans les locaux de l'établissement public foncier des Hauts-de-France, de la mairie d'Aulnoye-Aymeries et de la sous-préfecture d'Avesnes-sur-Helpe, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication des conclusions motivées du commissaire-enquêteur en adressant sa demande écrite à madame la sous-préfète d'Avesnes-sur-Helpe – bureau des relations avec les collectivités territoriales - 1, rue Claude Erignac - 59440. Avesnes-sur-Helpe.

Article 10 : Au terme de l'enquête unique, le préfet du Nord pourra, le cas échéant, prononcer la déclaration d'utilité publique.

Par la suite, un arrêté préfectoral prononcera le caractère cessible des parcelles ou des droits réels immobiliers utiles à la réalisation de l'opération susmentionnée qui pourra conduire, le cas échéant, au prononcé, par le juge de l'expropriation dans le département du Nord, d'une ordonnance d'expropriation.

Article 11 : le présent arrêté sera notifié à la directrice générale de l'établissement public foncier des Hauts-de-France et au maire d'Aulnoye-Aymeries.

Copie sera adressée au commissaire enquêteur.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Article 12 : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 13 : La sous-préfète d'Avesnes-sur-Helpe, la directrice générale de l'établissement public foncier des Hauts-de-France, le maire d'Aulnoye-Aymeries et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Avesnes-sur-Helpe, le **13 JUIN 2023**

Pour le préfet et par délégation,  
la sous-préfète d'Avesnes-sur-Helpe

  
Corinne SIMON